

et de l'île Maurice, de M. Jean Audibert, chef de service, et de M. Pierre Bobillo, administrateur civil :

M. Pierre Lesenechal, chef de division de préfecture ;

M. Jean Hallé, attaché d'administration centrale,

sont habilités à signer tous marchés, avenants et lettres de commandes, tous engagements de dépenses, ordonnances de paiement, de virement, de délégation ou de régularisation, ordres de recettes, titres de perception, toutes pièces justificatives de dépenses et autres pièces comptables concernant les moyens du budget de l'Etat affectés au fonds d'aide et de coopération.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juillet 1974.

JACQUES CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la coopération,

PIERRE ABELIN.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

Services extérieurs.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'équipement en date du 5 juillet 1974, M. Mayer (René), ingénieur en chef des ponts et chaussées, 6^e échelon, est, à compter du 25 janvier 1974, placé en service détaché, pour une période de cinq ans, auprès de l'institut géographique national, en qualité de directeur.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'éducation et du ministre de l'équipement en date du 5 juillet 1974, M. Parriaud (Jean-Claude), ingénieur en chef des ponts et chaussées, 6^e échelon, est, à compter du 1^{er} décembre 1973, placé en service détaché, pour une période de cinq ans renouvelable, auprès du ministre de l'éducation, en qualité de directeur des équipements.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'équipement en date du 5 juillet 1974, M. Wozniak (Jean), ingénieur des ponts et chaussées de 2^e classe, 8^e échelon, est, à compter du 1^{er} avril 1974, placé en service détaché, pour une période de cinq ans éventuellement renouvelable, auprès du commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, pour exercer les fonctions de rapporteur adjoint au centre d'étude des revenus et des coûts (C. E. R. C.).

MINISTERE DE LA QUALITE DE LA VIE

JEUNESSE ET SPORTS

Brevet supérieur d'Etat d'éducation physique et sportive.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 portant réglementation de la profession d'éducateur physique ou sportif et des écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu le décret modifié n° 45-438 du 17 mars 1945 relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 74-578 du 6 juin 1974 relatif aux attributions du ministre de la qualité de la vie ;

Vu le décret n° 74-605 du 25 juin 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, modifié par l'arrêté du 1^{er} décembre 1967,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Un brevet supérieur d'Etat d'éducation physique et sportive sera délivré aux candidats de nationalité française ayant obtenu une note au moins égale à 10 sur 20 au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (seconde partie). Ce brevet ne conférera à ses titulaires aucun droit à un poste de fonctionnaire de l'Etat.

Art. 2. — Le brevet supérieur d'Etat d'éducation physique et sportive est classé dans le groupe I du tableau A 1 annexé à l'arrêté susvisé du 30 juillet 1965, modifié par l'arrêté du 1^{er} décembre 1967.

Art. 3. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1974.

PIERRE MAZEAUD.

MINISTERE DU TRAVAIL

Décret portant nomination (inspection générale de la sécurité sociale).

Par décret du Président de la République en date du 9 juillet 1974, M. Laroque (Michel), ancien élève de l'école nationale d'administration, est nommé inspecteur adjoint à l'inspection générale de la sécurité sociale (3^e échelon) et titularisé dans le grade correspondant à compter du 1^{er} juin 1974.

Extension d'un avenant à la convention collective nationale du commerce électronique, radio, télévision et de l'équipement ménager.

Le ministre du travail,

Sur la proposition du directeur général du travail et de l'emploi,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail, et notamment les articles L. 133-10, L. 133-16, R. 133-1, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 1970 et les arrêtés successifs portant extension de la convention collective nationale du commerce électronique, radio, télévision et de l'équipement ménager et des textes qui l'ont modifiée ou complétée, notamment l'arrêté du 22 octobre 1973 ;

Vu l'avenant n° 11 du 15 janvier 1974 à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 20 avril 1974 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la commission supérieure des conventions collectives (section spécialisée),

Arrête :

Art. 1^{er}. — Sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du commerce électronique, radio, télévision et de l'équipement ménager les dispositions de l'avenant n° 11 du 15 janvier 1974 à la convention collective susvisée dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Art. 2. — L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective.

Art. 3. — Le directeur général du travail et de l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi que l'accord dont l'extension est réalisée en application de l'article 1^{er}.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1974.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail et de l'emploi,
GABRIEL OHEIX.